

Pour un nouveau « pacte productif écologique et social »

LE MONDE ECONOMIE | 20.05.2016 |

Par Christophe Ramaux (Centre d'économie de la Sorbonne, université Paris-I) et Henri Sterdyniak (OFCE)

La société française a besoin d'un sursaut. Au lieu de prendre appui sur ses valeurs fondatrices d'égalité et de solidarité pour proposer une alternative au modèle néolibéral, nos gouvernements ont pour seul horizon la soumission sans limite à ce modèle dont les ravages sont pourtant avérés.

A l'instar des autres pays, mais plus qu'eux, la France avait construit une économie mixte, combinant initiative privée et intervention publique prenant en charge ce que le privé ne sait faire (plein-emploi, stabilité financière, éducation, santé, retraite...). Avec ses limites, ce modèle « fonctionnait » : progrès du niveau de vie, réduction des inégalités. Au lieu de l'adapter par le haut, c'est son détricotage, la « loi travail » en témoigne, que nos élites organisent.

Financiarisation, libre-échange, austérité salariale, inégalités croissantes, tendance à la dépression par manque de demande : ces fléaux sont liés et doivent être remis en cause à travers un projet cohérent.

Otage des classes dirigeantes et des technocraties nationales et européennes qui ont pour projet d'imposer aux peuples une marche forcée vers le néolibéralisme, l'Europe est aujourd'hui un carcan que la monnaie unique a accentué. Rien ne se fera sans rompre avec la stratégie « austérité budgétaire plus réformes structurelles », quitte à ouvrir une crise en Europe.

Avec un excédent commercial de 3 % du PIB, la zone euro souffre d'un déficit de demande. Alors que les besoins ne manquent pas, pour répondre aux exigences écologiques et sociales : lutte contre la pauvreté, énergies renouvelables, rénovation des bâtiments, etc. Les satisfaire permettrait de renouer avec le plein-emploi, de redonner espoir aux jeunes, aux chômeurs, aux classes populaires.

Cela suppose une nouvelle politique d'offre, un pacte productif écologique et social. Aujourd'hui, des entreprises sont gérées selon des logiques purement financières pour « créer de la valeur pour les actionnaires ». Les banques privilégient les charmes de la finance. Le discours du Medef, chaque jour plus agressif, valorise le chef d'entreprise autocrate, sans prise en compte des autres parties prenantes (salariés, clients, collectivités territoriales).

Les salariés, les collectivités locales, à l'instar de ce qui se pratique en Allemagne ou en Suède, doivent avoir voix au chapitre dans la direction des entreprises.

Le pacte doit promouvoir la production de produits de qualité, durables, compatibles avec les exigences écologiques. Il doit revaloriser les emplois industriels, dont l'effet d'entraînement est massif sur le reste de l'économie, en reconstituant des carrières ouvrières, en développant les formations techniques, en privilégiant les ingénieurs plutôt que les financiers.

Les secteurs s'inscrivant dans la transition écologique et sociale sont à soutenir par des programmes de participation au capital, des crédits de la Banque publique d'investissement, la restructuration de filières intégrant grandes entreprises et PME. Aux antipodes de la baisse dramatique de l'investissement public (moins 10 % ces trois dernières années), de vastes programmes de transports collectifs et de refondation urbaine doivent être lancés.

Les entreprises ne doivent plus être soumises à des exigences de rentabilité actionnariale exorbitantes. Une entreprise, pour être efficiente, doit s'appuyer sur un authentique collectif de travail, avec des salariés impliqués car respectés et reconnus. Cela suppose de réduire les inégalités de statuts et de revenus, de privilégier la promotion et la formation des salariés plutôt que la financiarisation et l'individualisme entrepreneurial et avide.

Les salariés, les collectivités locales, à l'instar de ce qui se pratique en Allemagne ou en Suède, doivent avoir voix au chapitre dans la direction des entreprises. La gauche doit promouvoir la « socialisation » des entreprises, entendue non plus comme leur nationalisation, mais comme la promotion du collectif. Le socialisme écologique de production est notre perspective de moyen terme.